

Le 18 mai 2017, le Parlement grec a voté à une courte majorité (les députés de Syriza et ANEL: soit 153 députés sur 300) un nouveau train de mesures d'austérité qui couvre la période 2018-2021. En réalité, il s'agit de la transposition d'un volumineux document de 941 pages préparé par les créanciers et de la mise en musique de «l'accord» conclu avec la Commission européenne le 2 mai. Le document préparatoire, le *Draft Preliminary Agreement*<sup>1</sup> (que le site *Keep Talking Greece* a fait fuiter) donne un aperçu de l'étendue des champs couverts. La Grèce n'est plus une démocratie: ce sont les créanciers qui rédigent les lois.

## L'acharnement

Cela n'a pourtant pas suffi. La réunion du 22 mai de l'Eurogroupe (la réunion des ministres des finances) devait acter la bonne mise en œuvre des réformes en cours. Cela aurait permis de débloquer une nouvelle tranche de prêt de 7,5 milliards d'euros permettant de faire face à une échéance de 7 milliards en juillet et de rendre les titres de la dette grecque éligibles à la BCE (Banque centrale européenne). Mais les ministres européens ont refusé de donner quitus à leur collègue grec, certaines des réformes, notamment des retraites, n'étant pas assez avancées à leurs yeux.

La position des Européens était dictée par Wolfgang Schäuble et le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem. Elle consiste à maintenir une pression constante sur les Grecs et à repousser autant que possible toute discussion sur un nouvel allègement de la dette grecque que demande le FMI. Les motivations sont évidemment d'ordre politique (les prochaines élections en Allemagne), doctrinal (le respect des règles) et punitif (tuer toute velléité de politiques alternatives).

Il existe par ailleurs une divergence de vues entre les institutions européennes et le FMI. Ce dernier souffle le chaud et le froid: il déclare que la dette grecque est insoutenable, mais préconise en même temps des mesures supplémentaires encore plus dures que celles des Européens. Cette position difficile à interpréter renvoie à la volonté de ne plus reproduire l'erreur commise en 2010, qui avait consisté à violer ses statuts qui lui interdisent de prêter à un pays dont la dette est insoutenable<sup>2</sup>. A l'appui de cette interprétation, on peut remarquer que le FMI débat actuellement des *State-contingent Debt Instruments for Sovereigns*. Il s'agit de titres de la dette publique dont les intérêts et le principal sont indexés sur le PIB (*GDP-linked bonds*) ou à maturité variable (*sovereign 'cocos' contingent convertibles*). Mais les directeurs exécutifs sont partagés comme le montre le compte-rendu de la discussion sur le rapport du *staff* du FMI<sup>3</sup>, publié par coïncidence le même jour que la réunion de l'Eurogroupe. Le FMI est donc divisé, en butte aux obstructions des représentants européens en son sein.

## La feuille de route de Bruno Le Maire

Yanis Varoufakis rappelait récemment<sup>4</sup> les promesses de soutien en faveur d'une «solution durable» que lui avait faites Emmanuel Macron, alors qu'ils étaient tous deux ministres. Mais Hollande et Sapin avaient mis leur veto. Aujourd'hui, rien n'empêche plus Macron de tenir ses promesses. Selon *Mediapart*<sup>5</sup> son projet est toujours de «trouver un accord prochainement pour alléger dans la durée le poids de la dette grecque.» Telle était donc «la feuille de route» du nouveau ministre de l'économie, Bruno Le Maire.» Grâce au site grec *Euro2Day* qui a fait fuiter les minutes<sup>6</sup> de la réunion de l'Eurogroupe, on peut constater que le nouveau ministre (Lemaire dans le compte-rendu) n'a pas réussi à se faire un nom et que sa prestation a été aussi lamentable que celles de son prédécesseur.

Comme Michel Sapin il a, pour reprendre une formule de Varoufakis, émis «*quelques bruits discordants mais très subtils (...) pour finalement se plier à la ligne de Doc Schäuble* »<sup>7</sup>.

Dans sa première intervention, Le Maire félicite la Grèce pour les mesures adoptées et se plaint du «manque de clarté» qui fait obstacle à un compromis que la France est prête à soutenir. Il a des difficultés avec les hypothèses de croissance du FMI (mais pas avec celles de la Commission européenne), bref c'est le FMI qui bloque.

Vers la fin de la réunion, Le Maire précise qu'il est d'accord («en même temps?») avec ses deux nouveaux copains, Euclide (Tsakalotos) et Wolfgang (Schäuble) et que, décidément, le FMI doit faire un geste. Mais sa vraie préoccupation est ailleurs: il espère que «nous serons capables de communiquer positivement à la réunion de ce soir [la conférence de presse], c'est important pour les marchés.» C'est après tout ce qui compte vraiment, et de manière très cohérente, Le Maire s'est empressé, dès la sortie de la réunion, d'annoncer qu'il fallait reporter toute décision concernant le projet de taxe sur les transactions financières et «attendre de mesurer toutes les conséquences du Brexit »<sup>8</sup>.

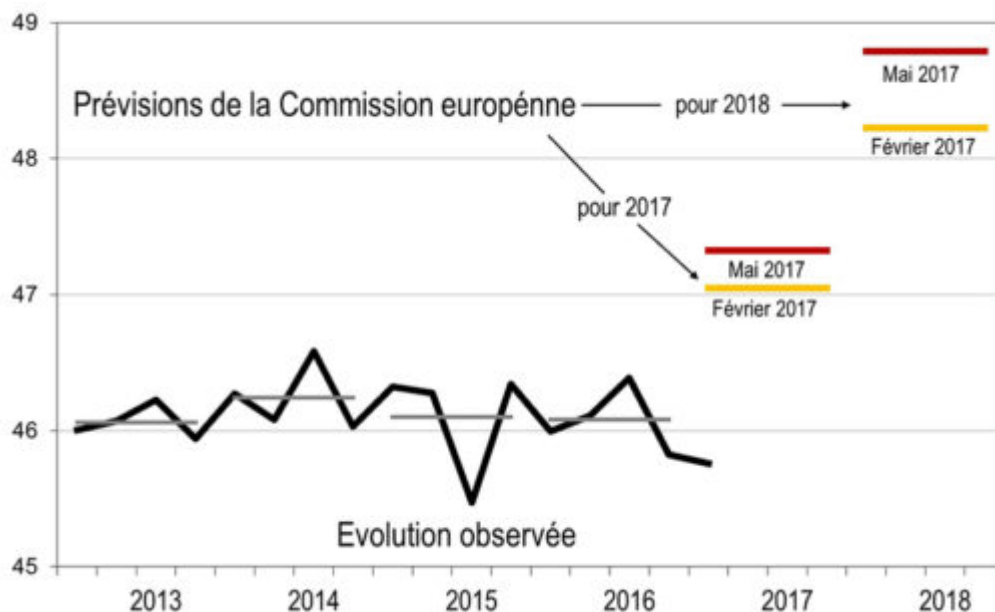
## Des prévisions de croissance «fake»

Dans ses prévisions de février dernier<sup>9</sup> la Commission européenne faisait preuve d'un optimisme débordant. Elle discernait «des signes de reprise en lien avec la mise en œuvre du programme». Selon elle, les perspectives s'amélioreraient sur tous les fronts: demande intérieure, le marché du travail, finances publiques. Bref, la Commission n'hésitait pas à prévoir une croissance de 2,7% en 2017, puis de 3,1% pour 2018.

Patatras, les chiffres de la croissance tombent: le PIB a reculé de 1,2% au dernier trimestre de 2016, et de 0,1% au premier trimestre de 2017. La Commission européenne remet alors l'ouvrage sur le métier et, en mai dernier, révisé ses prévisions à la baisse: ce sera dorénavant 2,1% en 2017 et 2,5% en 2018<sup>10</sup>. Elle est même un peu en dessous des prévisions du FMI d'avril (respectivement 2,2% et 2,7%)<sup>11</sup>. Mais elle ne renonce pas à son bel optimisme: «Après un recul au quatrième trimestre de 2016, la reprise devrait redémarrer cette année.» Ce n'était donc qu'un incident de parcours.

Tout cela est affligeant. La réalité est qu'après avoir baissé d'un quart, le PIB de la Grèce est plat depuis le début de 2013, soit quatre années pleines. Comment dans ces conditions oser parler d'amélioration, sans prendre en compte l'émigration, les retraités, la précarisation, la grande braderie des privatisations, la charge des réfugiés ? Comment ignorer les réactions du peuple grec à ce qui n'est rien d'autre qu'un nouveau mémorandum ?<sup>12</sup>.

Même en restant dans le domaine de l'économie «pure», comment postuler que, par miracle, la croissance va faire un bond en avant dans les années à venir? Le graphique ci-dessous permet de vérifier que le volume trimestriel du PIB oscille autour de 46 milliards d'euros de 2010 depuis 2013. Selon les prévisions de la Commission, il devrait franchir une marche d'escalier dès cette année, suivie d'une autre en 2018. Mais il n'y a aucune raison de penser que l'application d'un programme d'austérité forcené pourrait produire un tel résultat. Il y a au contraire toutes les raisons de penser que ces prévisions sont faites au doigt mouillé par des tricheurs qui n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec l'économie.



Sources: Elstat<sup>13</sup>, Commission européenne

Est-ce d'ailleurs une coïncidence si l'OCDE, moins impliquée dans les «négociations» avec la Grèce, est beaucoup plus prudente? Dans ses dernières *Perspectives économiques* parues en décembre 2016<sup>14</sup>, elle table sur une croissance de 1,3% pour 2017, puis de 1,9% en 2018. Quant au Parliamentary Budget Office du Parlement grec, son dernier rapport publié en mars 2017<sup>15</sup> évoquait avec raison la menace de «nouveaux cercles vicieux et de stagnation durable», si les hypothèses de croissance n'étaient pas vérifiées. On ne saurait mieux dire.

En réalité, le programme ne fonctionnera pas si tant est qu'il s'agisse de relancer l'activité économique en Grèce. Il n'est pas conçu pour cela, et c'était déjà le pronostic de la Commission pour la vérité sur la dette grecque dès septembre 2015: le troisième mémorandum est aussi insoutenable que les deux précédents<sup>16</sup>.

En plus, «ils» le savent depuis le début. On ne peut résister à la tentation de rapporter ici la confiance de Christine Lagarde à Yannis Varoufakis lors de leur première rencontre le 11 février 2015 (un mois après la nomination de ce dernier comme ministre des finances). Dans le passionnant récit qu'il vient de publier<sup>17</sup>, Varoufakis rapporte leurs échanges - privés - après l'entrevue officielle :

«Christine a approuvé mon plaidoyer en faveur d'un allègement de la dette comme condition préalable à une reprise de l'économie grecque. Puis elle s'adressa à moi avec calme et franchise: "vous avez bien sûr raison, Yanis. Ces objectifs sur lesquels ils insistent ne peuvent pas fonctionner. Mais vous devez comprendre que nous avons trop investi dans ce programme pour pouvoir faire marche arrière. Pour être crédible, il vous faut accepter de travailler dans le cadre de ce programme".»

## L'acharnement incohérent des créanciers

L'enjeu réel du «programme», c'est la mise en place d'un gigantesque *roll over* de la dette grecque: tout l'argent qui est prêté à la Grèce est immédiatement affecté aux remboursements. La fonction des «réformes» et de l'austérité est de garantir la capacité de la Grèce à faire face aux échéances à venir. Cela passe par l'obtention d'excédents primaires démentiels : Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe n'hésite pas à exiger un excédent primaire d'au moins 3,5% du PIB pendant cinq ans à partir de 2018. Même un économiste de banque (en l'occurrence Ilias Lekkos, de la Piraeus Bank<sup>18</sup>) peut comprendre cette vérité élémentaire qu'il faut sans cesse rappeler:

*«On n'a jamais vu un pays non-exportateur de pétrole qui puisse maintenir un excédent primaire de 3,5% systématiquement pendant plusieurs années (...) Cet objectif ne pourrait être atteint qu'au prix d'une énorme récession.»*

Il faut donc cesser de parler de «négociations» avec la Grèce. Le ministre grec pourrait aussi bien être absent des débats qui opposent deux positions doctrinales : celle du FMI et celle de la Commission européenne. Les voies d'un compromis ne sont pas discutées, alors que le FMI lui-même les explorait en détail dans son examen de l'économie grecque de février 2017<sup>19</sup>. Pour rétablir la soutenabilité de la dette grecque, le FMI proposait les mesures suivantes: allongements de maturité allant de 10 à 30 ans; report des paiements d'intérêt jusqu'en 2040; plafonnement des taux d'intérêt à 1,5% pendant 30 ans; restitution automatique à la Grèce des profits tirés de la détention de titres de la dette grecque par la BCE (programme SMP, **Securities Markets Programme**) et par les banques centrales programme ANFA, *Agreement on Net Financial Assets*).

Ces pistes, et d'autres en discussion aujourd'hui au FMI, rappellent irrésistiblement la logique du plan présenté par Yanis Varoufakis<sup>20</sup> lors de ses premières réunions avec la troïka au printemps 2015. Ce plan était fondé sur l'échange des titres de la dette grecque contre des obligations perpétuelles ou indexées sur la croissance, et il aurait sans doute permis (dans l'abstrait) de trouver un accord raisonnable sans qu'aucune des parties ne perde la face. La distance entre ce possible compromis et l'acharnement désordonné des créanciers permet de mesurer la violence faite au peuple grec.

**Ce texte a d'abord été publié sur le site [À l'encontre](#).**

### références

1. ↑ European Commission; [Supplemental Memorandum of Understanding](#), Draft Preliminary Agreement, 2 mai 2017. Source: [«Keep Talking Greece»](#), 9 mai 2017.
2. ↑ Michel Husson, [«Grèce : les mea culpa du FMI»](#), *A l'encontre*, 22 août 2016.
3. ↑ [«State-Contingent Debt Instruments for Sovereigns»](#), IMF, mai 2017.
4. ↑ Yanis Varoufakis, [«Emmanuel Macron a voulu sauver la Grèce, votez pour lui!»](#), *Le Monde*, 2 mai 2017.
5. ↑ Martine Orange, [«Les Européens continuent de mettre la Grèce au supplice»](#), *Mediapart*, 23 mai 2017.
6. ↑ [Eurogroup Flash Report](#), 22 May 2017. Source: [«Euro2Day»](#), 25 mai 2017.
7. ↑ Yanis Varoufakis, [«Our battle to save Greece»](#), *New Statesman*, 13 juillet 2015.

8. ↑ Anne-Sophie Jacques, «[Taxe sur les transactions financières : la France demande un report. Le Brexit, nouveau prétexte](#)», *Arrêt sur images*, 26 mai 2017.
9. ↑ European Commission, *European Economic Forecast*, février 2017.
10. ↑ European Commission, *European Economic Forecast*, mai 2017.
11. ↑ IMF, *World Economic Outlook*, avril 2017.
12. ↑ Charles-André Udry, «[Grèce. Trois journées de mobilisation face au coup de massue du 4e mémorandum](#)», *A l'encontre*, 17 mai 2017.
13. ↑ ELSTAT, Hellenic Statistical Authority, *Quarterly National Accounts*, 15 mai 2017.
14. ↑ OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 2016.
15. ↑ Parliamentary Budget Office, «[Quarterly Report October-December 2016](#)», Parliamentary Budget Office, Hellenic Parliament, mars 2017.
16. ↑ Commission pour la vérité sur la dette grecque, «[Le troisième mémorandum est aussi insoutenable que les deux précédents](#)», 1er octobre 2015.
17. ↑ Yanis Varoufakis, *Adults in the Room: My Battle With Europe's Deep Establishment*, 2017.
18. ↑ Cité dans Marcus Bensasson et Sotiris Nikas, «[Greek Economy Limps Onto Launchpad After Late-Night Vote](#)», *Bloomberg*, 19 mai 2017.
19. ↑ IMF, *Greece: 2017 Article IV Consultation*, février 2017.  
Tony Barber, «[Greece finance minister reveals plan to end debt stand-off](#)», *Financial Times*, February 2, 2015; Thibaut Le Gal, «[Grèce: Tout comprendre au plan du gouvernement pour résorber la dette](#)», *20minutes.fr*, 4 février 2015.